

autant les modalités d'application que la teneur même. J'ose dire que le gouvernement a reconnu bon nombre de ces défauts, de ces lacunes, d'abord au cours des derniers jours à la Chambre, mais aussi pendant la campagne électorale.

Les citoyens de la circonscription d'Eglinton—Lawrence ont fait preuve de la plus grande générosité en témoignant leur confiance à mon égard et à l'égard de mon parti et en nous encourageant en votant pour nous. Par leurs votes, ils souscrivaient à notre position et nul doute qu'ils suivent ce soir même le débat sur ce document historique.

Je dis qu'il est historique pour toutes les raisons que nous avons entendu énumérer au cours des derniers jours. C'est qu'en effet il marque une nouvelle orientation, un nouveau cap, une nouvelle vision pour le Canada. Malheureusement, c'est une vision qui ne tient aucun compte de certaines réalités incontournables qui se sont imposées dans notre pays au cours des 20 dernières années. Je suis heureux de dire que je fais partie intégrante de ces nouvelles réalités qui se font jour dans notre pays dont nous partageons tous la citoyenneté et dont nous sommes tous fiers.

Je voudrais remercier brièvement les gens d'Eglinton—Lawrence, des gens qui sont tout à fait représentatifs de la nouvelle réalité canadienne. Ce sont des gens qui représentent toutes les facettes de la mosaïque économique, sociale et culturelle du Canada. On trouve dans ma circonscription des gens qui sont extrêmement riches et d'autres qui sont très pauvres, et aussi des Canadiens de fraîche date. Nous pouvons compter sur un contingent d'entrepreneurs extrêmement dynamiques et notre secteur industriel compte bien plus de 600 entreprises.

Quand je dis que je vais aborder très précisément certains amendements que mon parti voudra apporter à cette mesure commerciale, je le fais parce que les gens de ma circonscription, qui ont une vision généreuse et pleine d'avenir pour notre pays, une vision qui comprend la paix sociale, la sécurité sociale aussi bien qu'un secteur de libre-entreprise dynamique, veulent que nous soyons à la fois les défenseurs et les champions de leurs intérêts. Nous pouvons jouer ce rôle si nous acceptons d'apporter à cet accord les amendements qui nous permettront d'œuvrer dans ce sens.

Le gouvernement a reconnu qu'il fallait apporter des amendements. Nous avons entendu toutes sortes de déclarations et de paroles qui se voulaient rassurantes, autant pendant la campagne électorale que durant le débat à la Chambre. Nous allons proposer des amendements afin de veiller à ce que ces assurances soient couchées par écrit de manière que nous puissions les examiner minutieusement.

Accord de libre-échange Canada—États-Unis

Cette entente commerciale établira un nouvel ordre économique pour les Canadiens, et mon parti voudrait le modifier pour le mettre sur la bonne voie. Un ministre de la législature précédente a même reconnu, lors d'une conférence d'affaires à Toronto, que cette voie reflétait les dimensions réelles du Canada en ce sens que 65 p. 100 de tous les entrepreneurs qui se sont lancés en affaires au cours des cinq dernières années étaient des Néocanadiens, des membres de la communauté ethnique. Quelque 65 p. 100 de toutes les nouvelles entreprises ont été fondées par des immigrants qui ont apporté leur contribution au pays. Cette contribution reflète non seulement leur talent personnel et leur désir, de réussir mais aussi leur sentiment d'appartenir au pays qu'ils ont adopté et qu'ils voudraient voir aborder le XXI^e siècle en tant que nation libre, indépendante, souveraine, industrielle et commerciale pouvant servir d'exemple au reste du monde.

Ces gens d'affaires appartiennent également à la catégorie d'entreprises que le gouvernement considère comme les principales sources d'emplois nouveaux. Quelque 85 p. 100 de tous les emplois au Canada sont créés par de petites et moyennes entreprises. Lorsque nous parlons d'un nouvel ordre économique, nous devons songer à stimuler l'esprit d'entreprise. Nous devrions appuyer l'Accord s'il encourage les gens à se lancer en affaires et le rejeter s'il ne contient pas de garanties susceptibles de promouvoir l'esprit d'entreprise.

Dans la circonscription d'Eglinton—Lawrence, il y a des gens qui jouent un rôle important dans le monde des finances; des gens dont c'est la profession, qu'ils soient entrepreneurs ou travailleurs. Aucun d'entre eux n'a besoin de prendre des leçons de courage ou des leçons sur les risques à courir. Ni sur les débouchés que peut créer un marché élargi. Quelque 80 p. 100 de ces gens ne sont ni d'origine anglaise ni d'origine française. Pourtant, ils sont fiers d'appartenir à notre pays. Et les sermons sur l'encouragement sont inutiles. Ils ont quitté des pays dont ils connaissaient bien le système judiciaire ainsi que les valeurs sociales et culturelles. Ils sont venus dans notre pays parce qu'ils y étaient accueillis à bras ouverts; ils sont arrivés avec leur esprit d'entreprise ainsi que le désir de créer et de contribuer à une oeuvre commune. S'ils sont venus ici, ce n'est pas parce qu'ils avaient peur des risques, ce n'est pas parce qu'ils avaient peur d'un nouveau marché, ce n'est pas parce qu'ils avaient peur de la concurrence et ce n'est pas parce qu'ils voulaient dépendre de quelqu'un d'autre. S'ils sont venus ici, c'est parce qu'ils voulaient refaire fortune, une fortune que d'autres pourraient partager. Ils l'ont fait avec un grand sentiment de fierté et de contribution sociale.

Ce sont ces gens qui nous ont dit, à moi et à mon parti: «Allez à Ottawa. Veillez à nos intérêts. Soyez